

VILLAGE DE FOREZ
Association des usagers du Centre Social de Montbrison (42)
N° 64 octobre 1995

Pascal Chambon :

“LA DEFENSE DE LA LOIRE EN 1814”

VILLAGE DE FOREZ : Bulletin trimestriel

Siège social (abonnements) : Centre Social de Montbrison, rue Puy-du-Rozeil, 42600 MONTBRISON

Directeur de la publication : Claude Latta

Rédaction : Joseph Barou ; **Abonnements-diffusion** : Philippe Pouzols

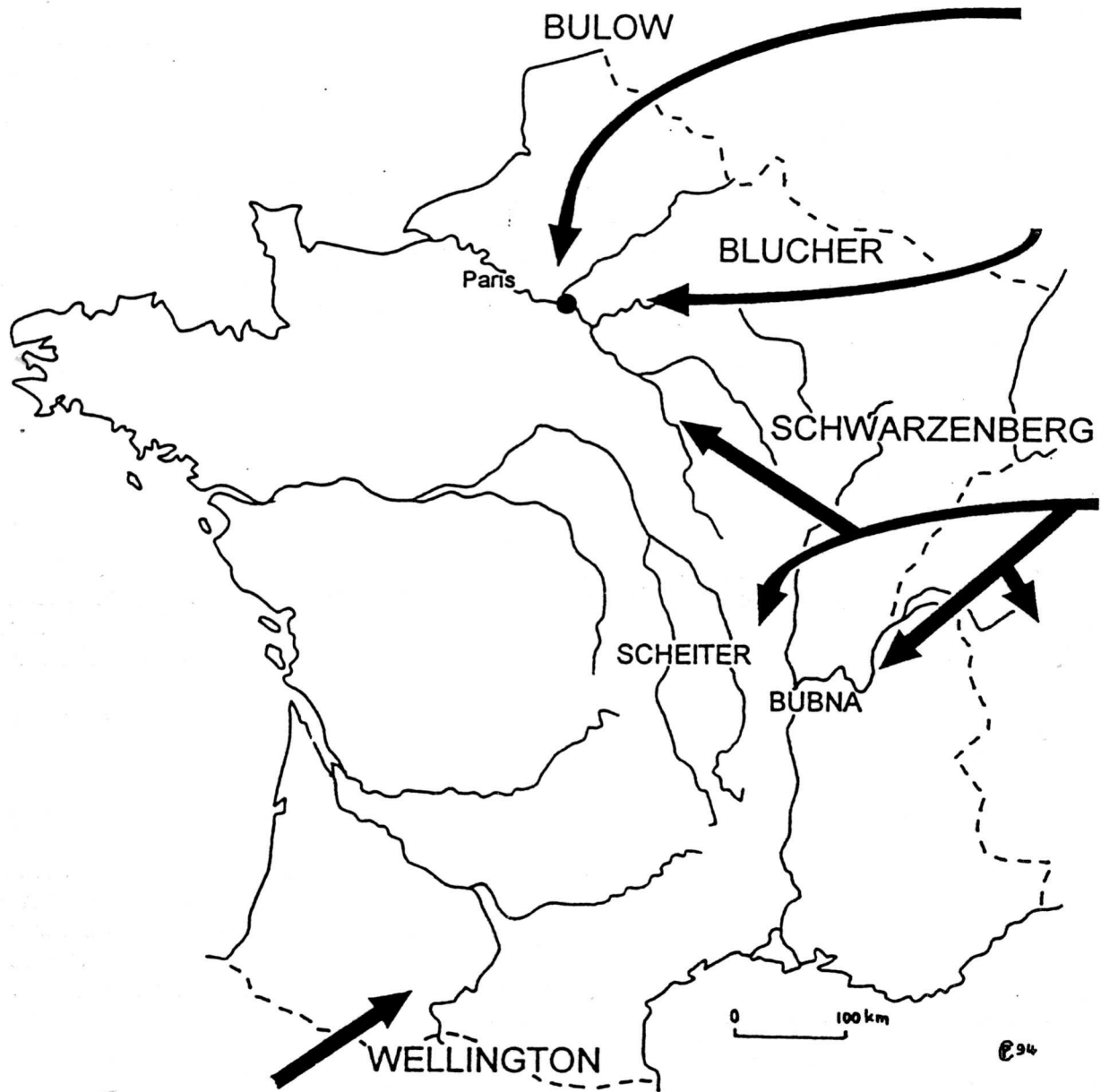
Comité de rédaction : Gérard Aventurier, Joseph Barou, Claude Beaudinat, Danièle Bory, Pascal Chambon, Edouard Crozier, Pierre Drevet, Roger Faure, Jean Guillot, Marie Grange.

Illustrations : Pascal Chambon

Dépôt légal : 3ème trimestre 1995

Impression : Centre départemental de documentation pédagogique de la Loire, St-Etienne

DOCUMENT N°1
L'INVASION DE LA FRANCE
EN 1814



INTRODUCTION

La Loire, même si on l'a souvent oublié du fait de la terrible occupation du territoire de 1940 à 1944, a subi au printemps 1814 l'invasion d'une armée ennemie.

Certes, les opérations militaires qui se sont déroulées dans ce département de janvier à avril 1814 sont, eu égard à la "grande Histoire" napoléonienne, bien marginales mais elles marquent, par leur modestie même, la fin d'une époque.

Ces quelques mois révèlent également le degré d'inertie des populations face à l'envahisseur, l'attitude majoritaire des Foréziens correspondant à l'état d'esprit général des Français de 1814. Ainsi, quand le gouvernement tentait d'inciter la population à la résistance, le préfet Rambuteau paraissait bien seul lorsqu'il tentait d'appliquer ces décisions parisiennes... Le peuple français était, dans l'ensemble, trop las pour défendre un régime moribond. Mais certains, tels Gustave de Damas, guerroyèrent avec un réel courage contre l'ennemi.

L'objet de cette étude est circonscrit aux mesures de défense face à l'invasion et aux opérations militaires qui s'ensuivent, l'occupation militaire n'est pas traitée.

1 - LA FRANCE ASSIEGEE

Depuis la fin de la Campagne de Russie en 1812 et la perte de l'Allemagne à l'automne 1813, la France, pour la première fois depuis longtemps, est sur la défensive. Elle doit affronter la Sixième Coalition formée par la Grande-Bretagne, la Russie, la Suède, l'Autriche, la Prusse et les états allemands !

C'est sur les marches de l'Est, une fois encore, que le sort de l'Empire va se jouer [cf. DOCUMENT N°1].

En janvier 1814, les alliés franchissent le Rhin ; la France, pour la première fois depuis 1792, est menacée directement d'invasion.

Trois armées vont affronter Napoléon : au nord, celle de Bernadotte ex-soldat de l'Empereur devenu héritier du Roi de Suède, au centre le tenace Prussien Blücher et au sud l'Autrichien Schwarzenberg ¹. C'est une partie de cette dernière armée qui se dirige vers le Forez après avoir traversé la Suisse. Cette "Armée de Bohème" est flanquée sur sa gauche par une colonne d'environ 14 000 hommes commandée par le général Bubna qui oriente ses troupes vers Lyon où le maréchal Augereau tente de former une armée.

Pendant un temps, les opérations sont de peu d'ampleur, les Autrichiens devant par exemple fragmenter leurs troupes face aux Français, mais Schwarzenberg dépêche en février la brigade Scheiter pour renforcer le corps de Bubna.

Ces troupes multiplient alors les incursions dans les régions comprises entre Saône et Loire, ces reconnaissances sont probablement destinées à la fois à éclairer le gros de l'armée et à tenir à distance d'éventuelles unités hostiles. Des cavaliers ennemis traversent alors les confins des départements du Rhône, de la Saône-et-Loire et de la Loire vers Roanne et Saint-Symphorien-de-Lay.

¹ Cf. numéro spécial du Centenaire 1814-1914 de la revue "Rodumna" - Revue du Pays Roannais - de Juillet 1914.

Augereau envoie lui aussi des colonnes vers Mâcon, Bourg-en-Bresse et Nantua. C'est à ce moment que le département de la Loire connaît ses premiers combats.

Dès Décembre 1813, des dizaines de blessés évacués des hôpitaux menacés par l'invasion arrivent à Montbrison : sinistre pressentiment... Le registre des décès de l'hôpital conserve les noms de plusieurs de ces combattants dont un dénommé Jacques Reur "évacué de l'hôpital de Lyon", fusilier au 7ème de ligne, natif de St-Martin-Lestra qui meurt à vingt-deux ans le 1er Février 1814.

2 - LES MESURES DEFENSIVES

Claude-Philibert de Barthelot de Rambuteau, nommé préfet de la Loire par l'Empereur début Janvier 1814 et installé le 20 du même mois, est responsable de l'organisation des défenses du département. Il remplace le préfet Helvoët qui était en poste à Montbrison depuis Mai 1812 . Le nouveau préfet est issu d'une famille de vieille noblesse bourguignonne et devait être plus tard, de 1833 à 1848, un important préfet de la Seine.

Rambuteau avait été auparavant préfet du département du Simplon en Suisse et avait dû le quitter le 24 décembre 1813 menacé par l'armée autrichienne du Prince de Schwarzenberg, cette même armée qui allait le rattraper quelques mois plus tard en Forez...

Avant de découvrir la Loire, Rambuteau s'était arrêté à Lyon où il avait rencontré le maréchal Augereau qui venait d'y prendre son commandement militaire. Ce dernier semblait alors pour le moins désabusé : " On m'envoie commander l'armée de Lyon ; l'Empereur me parle de 20 000 hommes ; il n'y en a pas 4 000 ! Et il faut que ce soit moi, vieux vétéran de l'armée d'Italie [en 1796, Augereau a 56 ans en 1814], qui vienne rendre la deuxième ville de France à l'ennemi!"² . Or Augereau, duc de Gastiglione, avait reçu pour ordre de se porter sur Genève et de reprendre cette ville pour pouvoir ensuite couper en deux la "grande armée" autrichienne en orientant son offensive vers Vesoul... Ce ne fut que le 28 février qu'il osa sortir de Lyon, quinze jours avaient été perdus et les Autrichiens avaient reçu des renforts, en particulier du corps du Prince de Hesse-Hombourg.³

Une fois en poste, Rambuteau met le département de la Loire sur le pied de guerre. Il évite une évacuation de la manufacture d'armes de Saint-Etienne, envisagée un temps par le ministère de la guerre, puis relance la production de fusils essentiellement pour l'armée de Lyon. Dès décembre 1813, les armes de guerre qui pouvaient être détenues par des municipalités ou des particuliers avaient été collectées à l'instigation du préfet Helvoët.

Rambuteau, lui, recherche également des canons pour défendre le département. Quatre pièces de 6 datant de la Révolution sont découvertes auxquelles s'ajoutent dix pièces semblables envoyées par les préfets de l'Allier⁴ et du Puy-de-Dôme. Des affûts sont fabriqués ainsi que des caissons pour transporter poudre et boulets. Ces derniers, faute de fonte, seront fabriqués avec du plomb réquisitionné !

Car on recherche toute la poudre et le plomb disponibles. Par exemple, le 16 janvier, le maire des Salles près de Noirétable se rend "à l'atelier des mines de plomb de la Goutte [...]" pour

² "Mémoires du comte de Rambuteau" - Calmann-Lévy 1905 - Page 134.

³ Cf. H.Houssaye "1814", Paris 1888, PP 235/237. D'après Houssaye, Augereau pouvait opposer environ 28 000 hommes à 19 000 Autrichiens avant que ces derniers ne reçoivent des renforts.

⁴ Une lettre de l'administration de la guerre du 27 mai 1814 demande à Rambuteau de rendre les six canons empruntés au département de l'Allier pour la défense de Roanne.

y reconnaître la quantité de minerai existante en saumons - c'est-à-dire en lingots -, et pour y faire disposer en saumons le minerai extrait qu'ils auraient à leur disposition". Visite sans effet, nul métal n'était disponible...

Cette mine de la Goutte était exploitée par la fameuse lignée des Blumenstein qui détenait des concessions tant dans les monts du Forez que dans le massif du Pilat : les Blumenstein qui auraient pu fournir le plomb destiné aux envahisseurs autrichiens étaient originaires... de Haute-Autriche !⁵

D'autre part, deux lignes de défense furent bâties pour protéger Saint-Etienne, l'une en avant de Rive-de-Gier et l'autre dans les bois de la Fouillouse. Ces derniers travaux furent réalisés du 21 au 24 mars à l'instigation du comte de Montholon alors commandant du département de la Loire et qui devait accompagner, plus tard, Napoléon à Sainte-Hélène. Ces défenses devaient être tout de même de faible ampleur. Toutefois, l'observation d'une carte montre la position dominante de ces retranchements qui permettaient, à l'abri d'une épaisse forêt, de surveiller à la fois la route de Saint-Etienne à Montbrison qui passait alors par Saint-Rambert et d'observer la plaine d'où aurait dû arriver le danger... mais l'ennemi vint de l'Est...

Bien sûr, la contribution de la population à la défense du département fut aussi importante dans le domaine du ravitaillement des troupes, de lourdes réquisitions frappèrent les agriculteurs. Par exemple, 500 quintaux de farine blutée - 3/4 froment, 1/4 seigle - sont exigés en janvier ainsi que 3 000 litres d'eau de vie d'ailleurs. L'armée de Lyon exige également l'envoi de plusieurs centaines de chevaux en particulier pour le train d'artillerie...

Dans un tout autre domaine, mais toujours par mesure de sécurité, Rambuteau décide, après consultation de son autorité de tutelle, de faire évacuer les prisonniers de guerre espagnols - environ 1 200 - alors détenus à Montbrison vers Riom, Saint-Flour, Aurillac et Clermont : le danger se fait plus pressant⁶.

3 - LES TROUPES FRANCAISES DANS LE DEPARTEMENT

Mais ce qui manquait le plus au département, comme d'ailleurs à l'armée tout entière, c'étaient les hommes. Le pays avait subi de nombreux appels successifs : la mobilisation ne pouvait être qu'imparfaite en qualité et insuffisante en quantité.

Le département de la Loire ne put aligner que 1 920 conscrits alors qu'il devait en "fournir" 2 500 : Rambuteau s'en contenta "estimant [qu'il] devait fournir des soldats à l'armée et non à l'hôpital".

Bien entendu, insoumission et désertion achevaient d'amoinrir les effectifs déjà maigres des troupes disponibles. Le sous-préfet de Saint-Etienne écrit aux maires de son ressort le 31 janvier 1814 pour les enjoindre de convaincre les réfractaires⁷ de répondre à l'appel sous peine d'envoi de garnisaires. Rambuteau lui-même s'inquiète de cet incivisme dans le N° 387 du "Journal du Département de la Loire" daté du 19 Février "au moment même où l'ennemi menaçait d'invasion le territoire de ce département".

⁵ Cf. article d'Olivier de Sugny dans le bulletin de la Diana N°6, tome XLIX - PP.235/247.

⁶ Cf. P. Chambon "Les prisonniers de guerre espagnols à Montbrison" dans "Bulletin de la Diana" Tome LIII N°7 1993 et "Les prisonniers espagnols à Montbrison sous le Premier Empire", supplément au N° 57 de "Village de Forez", 1er trimestre 1994.

⁷ Cf. P. Chambon "La répression de l'insoumission dans le département de la Loire sous le 1er Empire" dans "Village de Forez" N° 60, 4ème trimestre 1994.

A côté des conscrits destinés à l'armée régulière et donc appelés à quitter le département, Rambuteau pouvait utiliser différentes formations, de valeurs inégales toutefois.

La principale force militaire qui est alors à sa disposition pour protéger le département est la Garde Nationale. Née à l'orée de la Révolution, elle a été vidée d'une grande partie de ses forces vives durant l'année 1813 lorsque Napoléon a utilisé 100 cohortes regroupant théoriquement 100000 hommes pour tenter de reconstituer un embryon de "Grande Armée" après le désastre de la Campagne de Russie. Selon les textes officiels, la Garde Nationale ne peut servir hors du territoire de l'Empire mais cette disposition est déjà dépassée en 1814 étant donné le sort des armes...

La Garde Nationale de 1814 se subdivise en deux corps distincts :

- la Garde Nationale Sédentaire qui est formée d'un bataillon par arrondissement, d'une compagnie par canton et d'une escouade par commune : elle ne doit pas servir hors de l'arrondissement de recrutement.
- la Garde Nationale Active constituée de 1 680 célibataires recrutés dans tout le département qui doivent former le "Régiment de la Loire"⁸.

C'est le major Lapeyre, détaché du 79ème de ligne, qui a été nommé par le ministre de la guerre pour commander ce Régiment de la Loire constitué de deux bataillons. Le 1er bataillon est sous les ordres de Rodde et le 2ème, formé début mars, de Lachaise-Ducros.

Le 1er bataillon est constitué à Montbrison le 10 février 1814, il compte alors 21 officiers et 358 hommes de troupes, ce qui est bien inférieur au total théorique d'environ 800 à 850 combattants... Son guidon fut béni plus tard, en Mars, en la Collégiale Notre-Dame, peu de temps avant que cette troupe soit dirigée sur Lyon menacé par les Autrichiens... Ce bataillon est subdivisé, comme ceux d'infanterie de ligne, en six compagnies dont une de grenadiers et une de voltigeurs.

Deux compagnies ont été recrutées dans l'arrondissement de Saint-Etienne : l'une a 133 hommes présents au 1er février 1814 alors que 7 autres sont portés manquants. La deuxième compagnie a un effectif de 104 Gardes Nationaux, 36 étant absents.

Certains courriers administratifs révèlent une certaine résistance à l'incorporation, ce qui n'est pas surprenant. C'est le cas dans le massif du Pilat courant janvier.

Par exemple, le maire de Pélussin se plaint au sous-préfet de Saint-Etienne des difficultés rencontrées à la fin du mois : convoqués le 26 dans ce chef-lieu de canton, les hommes susceptibles d'être incorporés comme gardes nationaux ne sont qu'une poignée, il faut dire à leur décharge qu'il faisait alors très froid. La convocation est donc reportée au lendemain mais l'ambiance ne s'améliore pas, au contraire, car "quelques-uns de ceux qui se sont rendus dans l'intention sans doute de s'opposer à cette opération ont molesté et menacé mes collègues, en conséquence je me suis retiré en disant à ces mutins que j'avais rempli mon devoir et que j'allais vous faire part des causes de l'empêchement de cette organisation". Quelques jours auparavant, le 20 janvier, c'était le maire de Maclas qui se plaignait d'un de ses concitoyens, Jacques Chataigner, qui "lorsque je lui ai remis sa feuille [de route] ne l'a pas voulue recevoir et a dit que je ne faisais pas les lois, qu'il se foutait de ceux qui les faisaient tout comme de moi et qu'il ne partirait pas pour servir d'exemple aux autres". Le maire, impuissant, prie le sous-préfet de demander à la gendarmerie d'arrêter le réfractaire et de le faire mettre en prison "quelques jours à Saint-Etienne" : sans doute pour donner l'exemple, justement !

Toutefois, les deux compagnies de gardes de la région stéphanoise, une fois constituées, sont parties pour Montbrison le 22 janvier et le 4 février pour se joindre au reste du bataillon .

⁸ Par comparaison, la Haute-Loire et le Cantal ont fourni chacun un bataillon de 840 hommes qui forment le "Régiment du Cantal et de la Haute-Loire".

Nous verrons plus loin que le potentiel humain de cette unité de gardes nationaux s'éroda vite du fait des désertions...

Trouver des hommes est une chose, les armer est une toute autre histoire. Rambuteau doit faire assaut d'ingéniosité pour équiper ces troupes car il n'a pas le droit de réquisitionner les armes produites par la manufacture de Saint-Etienne destinées à l'équipement de l'Armée. Il propose jusqu'à 27 Fr pour chaque fusil de guerre fourni en bon état par les principaux fabricants du département : selon ses dires, il parvint à en réunir 8 000 en quelques jours !⁹

Regroupées dans diverses casernes du département, les Gardes Nationales Mobiles sont destinées à rallier l'armée de Lyon autour du 1er mars mais leur équipement laisse à désirer. En effet, le ministre de l'Intérieur se plaint auprès du préfet dans une lettre datée du 7 mars 1814 du fait que 12 000 Gardes nationaux soient restés inutilisés par le Augereau faute d'équipements, en conséquence "Sa Majesté l'Empereur a témoigné son déplaisir de ce qu'une force aussi respectable n'a pu encore agir [...]. Sa Majesté se bat en ce moment avec des Gardes Nationales de la Bretagne qui sont en sabot"¹⁰.

Il est à noter que cette dernière affirmation avait été avancée par Napoléon lui-même dans une lettre adressée à Augereau le 21 février précédent : "Les Gardes Nationaux, dites-vous, sont pitoyables : j'en ai ici 4 000 venant d'Angers et de Bretagne, en chapeaux ronds, sans gibernes, avec des sabots, mais ayant de bons fusils, j'en ai tiré bon parti".¹¹ Le 16 février, c'est le ministre de la Guerre qui avait écrit à Augereau : "L'Empereur vous somme d'oublier vos cinquante-six ans et de ne vous souvenir que des beaux jours de Castiglione !"...

En tout cas, les troupes françaises avaient probablement un aspect assez "dépenaillé" au moins au moment de leur incorporation : habillées de vêtements civils avec, çà et là, des pièces d'équipements militaires. Rambuteau avait bien essayé de faire fabriquer des effets plus martiaux mais un intermédiaire lui écrit de Lyon le 25 janvier qu'il est parvenu à faire baisser le prix des schakos mais qu'il est à la recherche de drap pour faire confectionner des capotes car tous les fabricants, peu téméraires, ont évacué la ville ! [cf. DOCUMENT N°2]

Il semble qu'une grande partie de ces "soldats" ne reçurent pas, ou alors fort tard, leurs équipements : le sous-préfet de Roanne n'écrit-il pas à Rambuteau le 3 Mars qu'il a fait confectionné 560 paires de souliers dont 71 ont été remises aux trois compagnies en partance pour Montbrison "et qui ne pouvaient faire la route, étant chaussées avec des sabots" ?... D'ailleurs, nombre de déserteurs prétextaient du manque d'équipement pour s'éclipser !

Il existe également dans la Loire sept dépôts dans lesquels sont regroupés des soldats du 8ème léger et des 23ème et 60ème de ligne, au total environ 600 hommes début Février, qui sont casernés à Roanne en attente de recrues venues d'Auvergne. Nous verrons d'ailleurs plus loin, à l'heure des bilans, que les combattants qui moururent en Forez étaient issus d'unités et de régions fort variées.

D'autres régiments ou bataillons ne font que traverser la région souvent en route pour Lyon ou Paris. Durant les mois de Janvier et Février, la seule ville de Montbrison voit passer des éléments des corps de cavalerie suivants : 1er Hussard, 4ème de Gardes d'Honneur, 4ème et 31ème Chasseurs sans compter divers corps-francs et gendarmes... Ces troupes qui se dirigent vers le front ont des effectifs variables mais qui dépassent à au moins deux reprises la centaine d'hommes. Ainsi, 114 cavaliers du 4ème régiment de Gardes d'Honneur¹² traversent la ville le 6

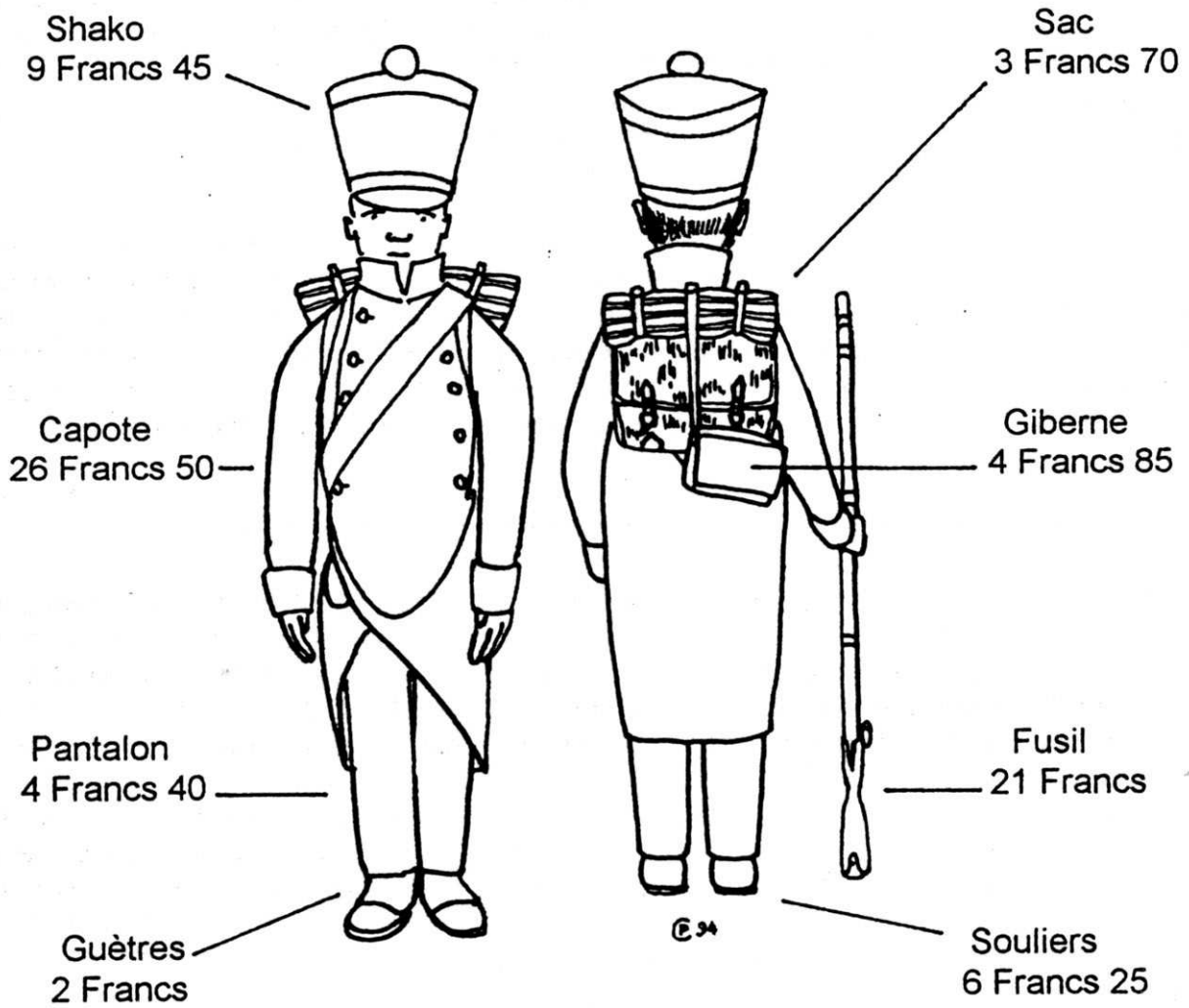
⁹ L.J. Gras rapporte que sur 12 000 gardes réunis à Lyon, 3 000 seulement eurent des fusils. Ouvrage cité, p. 107.

¹⁰ Idem.

¹¹ Cf. A.Pigeard, article cité.

¹² Quatre régiments de Gardes d'Honneur ont été constitués en avril 1813 en faisant appel à des jeunes gens issus de la bourgeoisie et de la petite noblesse.

COUT DES EFFETS D'EQUIPEMENT
ET D'ARMEMENT FOURNIS AUX
GARDES NATIONAUX



DOCUMENT N° 2

Janvier, le 17 Janvier ce sont 130 hussards du 1er régiment... Parfois, c'est un cavalier isolé qui rallie son unité comme Jérôme Veyre, enrôlé volontaire, qui est en route pour Paris et le corps prestigieux des Chasseurs à cheval de la Garde Impériale : quel sort l'attendait là-bas ?... Certaines de ces troupes appartenaient à l'Armée de Catalogne qui remontait vers Lyon pour renforcer sa défense.

Le péril grandissant, le gouvernement prend des mesures qui rappellent, toutes proportions gardées, la proclamation de "la Patrie en danger" en 1792. L'Empereur envoie dans chaque division militaire un "commissaire extraordinaire" dont le rôle est comparable à celui des représentants en mission sous la Révolution. Mais ces hommes ne furent pas toujours à la hauteur de leurs aînés semble-t-il¹³. En ce qui la concerne, la Loire dépend de la 19ème Division Militaire Territoriale désormais commandée par le comte Chaptal. Beaucoup plus connu pour son effort de production de sucre de betterave et ses grands talents de chimiste¹⁴, Chaptal prenait le risque d'accepter un poste difficile, ce que beaucoup alors ne firent pas...

Écoutons le ton de son discours aux Lyonnais le 5 Janvier 1814 :

"L'ennemi a envahi une partie du sol français, il ose vous menacer dans vos foyers. Lyon, l'orgueil de la France, ce foyer de l'industrie, et que vous avez défendu avec tant de dévouement, ne sera pas sa proie. L'ennemi trouvera dans ses habitants l'énergie qu'elle a montrée en 1793. Quelques jours de courage et de sacrifices le repousseront. Il n'avance qu'en tremblant sur le territoire des Braves : vous lui opposerez une barrière de fer ; et après l'avoir rejeté sur les frontières de l'Empire, vous rentrerez dans vos foyers, la palme de la paix à la main..."

Nous verrons que la résistance des populations menacées ne répondra guère au ton enflammé de cet appel, faute d'un vrai meneur d'hommes à Lyon peut-être ?

Un nouveau type d'unité "paramilitaire", un de plus, est donc présenté aux Foréziens dans un arrêté préfectoral du 5 janvier 1814. Ce texte contient "des mesures en cas d'invasion ou de menace d'invasion dans ce département". Il prévoit l'organisation d'une compagnie de gardes forestiers par arrondissement¹⁵, le dénombrement par commune des hommes de vingt à soixante ans pour la Garde Nationale et, surtout, il appelle à une véritable "levée en masse" :

"Dans le cas où l'ennemi se montrerait sur la limite du département, tous les citoyens indistinctement, sont appelés à marcher contre lui. Ils s'armeront, pour le combattre, de tous les instruments offensifs ou défensifs qui seront à leur disposition [...]. Les habitants armés s'attacheront spécialement à défendre les passages, à occuper les gorges, et à harceler l'ennemi".

Ce texte est de fait un appel à une guérilla telle que celle qui fit tant souffrir les troupes françaises en Espagne mais la France de 1814 n'est pas la Péninsule de 1808...

Les 13 et 15 janvier, le sénateur Chaptal, comte de Chanteloup, proclame la création du "corps de partisans" et précise les modalités de son recrutement et de son rôle. Comme pour la Garde Nationale, on différencie des compagnies actives, formées des hommes de vingt à quarante ans, des compagnies de réserve composées "de tous les particuliers d'un âge autre que celui de vingt ans à quarante et qui seraient en état de porter les armes". Ces compagnies doivent s'armer de "fusils de chasse et de toutes les armes offensives et défensives qu'elles auront à leur disposition".

¹³ J. Tulard ("Napoléon" - Fayard 1977 - p. 413) précise que les plus jeunes de ces représentants ont cinquante ans, le plus vieux soixante-quatorze.

¹⁴ Dont l'ajout de sucre au vin pour l'enrichir en alcool: la chaptalisation.

¹⁵ Les gardes-champêtres étant également mobilisés. Cf. "La véridique histoire de Saint-Symphorien-de-Lay, bourg de la route, sous la Révolution et l'Empire" d'Emile Girardet -1981- p. 48.

En ces premiers mois de 1814, préfet et sous-préfets multiplient les arrêtés et les injonctions, en particulier auprès des maires, pour galvaniser les énergies : cette succession de textes officiels montre l'inquiétude de l'administration impériale.

Ainsi est créé début janvier un "corps-franc" composé de militaires en retraite ou en congé définitif mais aussi de propriétaires, négociants et fabricants. Les hommes manquent car le maire de Saint-Etienne se sent obligé d'écrire au sous-préfet le 14 janvier, à propos de trois anciens soldats qui se trouvent à la Charité, que le dénommé Jean Fabre, 80 ans, est "hors d'état de servir" comme d'ailleurs les deux autres "anciens tambours" âgés de 80 ans et de 83 ans...

Il est à noter que ce sont principalement les "propriétaires" qui sont sollicités car ces unités pourraient être chargées de maintenir l'ordre contre d'éventuels mouvements populaires... Par exemple, le sous-préfet de Montbrison¹⁶, Greyfié, lance un appel aux habitants de cette ville le 2 janvier 1814. Trois-cents Montbrisonnais appartenant aux "principaux propriétaires", aux "négociants patentés de la ville" et à "ceux qui y exercent une profession utile" pourraient constituer une "Garde urbaine". Celle-ci devra "protéger la fortune et l'existence de tous, contre ces hommes sans état qui ne respirent que dans la confusion, et sont toujours prêts à troubler l'ordre établi". Le sous-préfet précise qu'il faut empêcher jusqu'à la pensée même du désordre" [sic !].

A noter qu'en 1814 encore, alors que l'ennemi est aux portes de la capitale, le préfet de police de Paris, Pasquier, refuse de distribuer des armes aux ouvriers sans travail¹⁷.

Roger Garnier, qui a étudié plus particulièrement le cas de Saint-Symphorien-de-Lay, a montré le caractère émouvant de vieux soldats qui répondent à l'appel mais aussi le peu de valeur militaire de ces unités de fortune équipées à la hâte d'armes hétéroclites¹⁸. Dans cette dernière commune, seize anciens militaires sont susceptibles d'être à nouveau mobilisés mais cinq d'entre eux seulement sont disponibles le jour venu. Parmi ces derniers, le dénommé Antoine Marioton qui est armé d'un sabre et "ne voulait point d'autre arme", Jean-Marie Bonnard, lui, s'est vu confier un fusil à baïonnette par un de ses concitoyens. Leurs camarades sont armés de sabres...

Les autres, lorsqu'ils sont présents, affirment être estropiés ou, comme le dit l'un d'eux, n'être plus capable de "soutenir de nouvelles fatigues de la guerre"¹⁹.

De toute façon, ces braves Foréziens risquaient fort d'être balayés par la première charge de cavalerie ou le premier feu de salve.

Enfin, le 16 mars, le préfet réorganise la Garde Nationale sédentaire qui est désormais composée de deux compagnies par canton, l'une de tirailleurs, l'autre de lanciers : la fabrication de lances de bois étant un moyen simple d'armer une "cavalerie" à peu de frais et les fusils ont dû être confiés aux gardes qui se rendaient à Lyon...

On ose à peine imaginer la résistance éventuelle de ces "lanciers" face à des hussards autrichiens aguerris et armés de sabres, pistolets et mousquetons...

L'uniforme dont ils devaient s'équiper à leurs frais était constitué d'une blouse bleue et d'un chapeau retroussé par devant et orné d'une ganse blanche et d'une cocarde tricolore. Cette tenue répondait à une exigence impériale : Napoléon avait écrit le 5 mars au ministre de

¹⁶ François Greyfié, sous-préfet de Montbrison de 1812 à 1815 (bien que la ville soit siège de préfecture).

¹⁷ Cité par L. Bergeron dans "L'épisode napoléonien / Aspects intérieurs" - Le Seuil 1972 - p. 117.

¹⁸ "Saint-Symphorien-de-Lay 1814-1816" publié par le Groupe de recherches archéologiques et historiques du Roannais.

¹⁹ Idem, pp. 5/6.

l'Intérieur pour demander que ces Gardes Nationales soient habillées "de l'habit gaulois ou blouse bleue"²⁰.

La seule des unités improvisées qui joua un rôle efficace durant cette courte "Campagne de Forez" fut celle des partisans de Gustave de Damas.

Ce dernier, âgé de vingt-cinq ans en 1814, avait obtenu de l'Empereur l'autorisation de lever une troupe de partisans dans les départements de la Loire, du Rhône, de la Saône-et-Loire et de l'Ain ; cette unité fut la seule de ce type qui appartint à l'armée d'Augereau²¹.

Claude, Marie, Gustave de Damas, fils d'Abraham, Claude, Marie, Comte de Damas et chevalier de Malte, était né à Montbrison le 23 Mars 1788. Durant la Révolution, son grand-père avait été guillotiné alors que son père ralliait l'armée de Condé qui combattait le nouveau régime. Gustave avait résidé quelque temps au Château du Rousset, au bord de la Mare, alors que ses parents avaient émigré. A 8 ans, Gustave était cadet dans les Hussards de la Légion Mirabeau sous les ordres de son cousin, lui aussi émigré, Roger de Damas. La famille était revenue en France en 1802 et Gustave avait combattu dans l'armée impériale ; blessé en Espagne en 1809, il était mis à la retraite en 1810 à l'âge de 22 ans ! Rappelé en 1813, il intégra alors une unité de Gardes d'Honneur.

Pour mobiliser des volontaires, le préfet fait donc placarder une affiche sur laquelle Damas appelle ses concitoyens à la résistance contre l'envahisseur germanique :

"BRAVES FORISIENS !

Envoyé sur les bords de la Loire, pour former un corps de Partisans et défendre ma Patrie première, je rends grâce à Sa Majesté de la noble mission dont elle a daigné m'honorer, et je m'estime heureux de pouvoir bientôt justifier sa confiance, en rangeant mes braves Compatriotes sous les drapeaux de la France menacée d'invasion et d'anéantissement. Déjà quelques colonnes se sont avancées dans les départements du Rhône, de Saône-et-Loire et de l'Ain ; elles s'y sont présentées avec des paroles de paix et de respect aux habitants, ainsi qu'à leurs propriétés ; mais ces paroles n'ont été que des promesses fallacieuses : leur marche est tracée par le brigandage et la dévastation. Les malheureux Bressans, surtout, ont été en butte à toute leur barbarie. Allons venger ces outrages ! forçons cet ennemi perfide à repasser nos frontières, et nous reviendrons chargés de leurs dépouilles !

Le monde entier connaît votre bravoure et sait que, les Gaules envahies par les Romains, les anciens Ségusiens, nos aïeux, leur opposèrent cette valeur et cet héroïsme insurmontables qui peuvent seuls soustraire un peuple au joug de l'ennemi. Nous sommes leurs descendants, braves Compatriotes ! prouvons à l'univers que nous n'avons point dégénéré ! formons nos rangs, marchons, et contribuons à délivrer notre belle Patrie !! Que ces ennemis parjures, repoussés au-delà du Rhin, répètent en fuyant et votre nom et votre valeur ! Que chacun de nous aussi puisse dire avec gloire : *Et moi aussi j'ai concouru à la liberté de ma Patrie !*"

Gustave de DAMAS

[orthographe originale]

Le corps des partisans de Damas fut un des plus actifs durant cette période tragique car un historien spécialiste du sujet écrit : "parmi les tentatives les plus sérieuses, il faut ranger celle

²⁰ A. Pigéard, article cité, p. 39.

²¹ La vie du chevalier de Damas a été contée par Mme de Ricard dans les bulletins N° 4 et N° 5 du tome XLV du Bulletin de la Diana. D'après Gras, Damas avait le grade d'adjudant-commandant. Ce personnage étonnant est mort en 1842, avec son épouse, à Téhéran alors qu'il était au service du Shah de Perse. Sa mort mystérieuse est à l'image de sa vie aventureuse.

de Gustave de Damas, lieutenant du 19^{ème} dragons, qui recruta quelque 200 hommes à Lyon, à la tête desquels il se battit contre des unités ennemies dans les montagnes du Charolais”.²²

Ceux qui raillèrent Damas après la Restauration n’avaient peut-être pas été les plus vaillants en ces heures tragiques ou, plus simplement, étaient légitimistes et reprochaient à Damas son engagement aux côtés de “l’Usurpateur”... En tout cas, sa conduite correspondait un peu à la phrase rapportée par Henri Houssaye : “Il ne s’agit plus de Bonaparte. Le sol est envahi. Allons nous battre.”²³

Dans une autre région française envahie, les Ardennes, on peut remarquer que, par une ironie dont l’Histoire a le secret, un chef de partisans efficace fut Drouet qui avait eu son heure de gloire lors de l’arrestation de Louis XVI à Varennes en 1792²⁴ ...

Un rameau, égaré aux yeux de ses pairs, de la vieille noblesse forézienne rejoignait dans la même lutte un sans-culotte abhorré des royalistes.

Le département est donc sur le pied de guerre, sur le papier tout au moins : l’adversaire peut entrer en scène.

4 - LES PREMIERES INCURSIONS AUTRICHIENNES

Le général autrichien Ferdinand Bubna von Littitz²⁵ reste assez inactif jusqu’au début février : il n’a d’ailleurs sous ses ordres qu’environ 15 000 hommes, nous l’avons vu, ce qui est inférieur aux effectifs dont dispose Augereau jusque là à Lyon et qui fait preuve d’une grande passivité. Mais Bubna reçoit l’appui à ce moment-là de la brigade Scheiter [ou Schleither ?] dépêchée par son supérieur Schwarzenberg. A noter que Bubna et son subordonné avaient envahi en décembre 1813 Borne, Neuchâtel, Lausanne puis Genève.

Les premiers soldats autrichiens, semble-t-il, qui aient pénétré dans le département de la Loire sont 250 dragons et 200 chasseurs qui entrent à Charlieu, cette ville étant vide de troupes françaises. Le registre des actes de la mairie de Saint-Symphorien-de-Lay conserve le texte d’une lettre qui relate l’arrivée des Autrichiens :

*“Rigny ce vendredi 11 février 1814. Cinq heures du matin.
Un citoyen de cette commune qui s’est trouvé à Charlieu hier est venu nous apprendre à neuf heures du soir qu’une colonne ennemie forte de 600 hommes y est entrée dans l’après-midi et qu’on lui a dit qu’une autre colonne forte de 500 se dirigeait sur Roanne [...] la communication de Paris est coupée [...] une autre colonne partie d’Autun doit se porter dans le Bourbonnais par Digoïn.”*

Un message envoyé le 14 février au préfet relate les divers événements survenus à Charlieu les jours précédents. D’après ce document, les mouvements de l’ennemi étaient surveillés avant son arrivée et des cavaliers avaient essayé d’obtenir des renseignements sur lui à la Clayette et à Marcigny, deux communes du département de Saône-et-Loire.

²² Cf. article de R. Blachon “Corps francs et partisans de 1814” dans le “Dictionnaire Napoléon” sous la direction de J. Tulard, Fayard, 1989.

²³ H. Houssaye, ouvrage cité, préface.

²⁴ Cf. “La fin de l’Europe napoléonienne. 1814 : la vacance du pouvoir” sous la direction de Y.M. Bercé, Kronos, 1990.

²⁵ Feld-maréchal après Wagram en 1809. Né en Bohême en 1768, il avait combattu les Turcs puis les Français, il mourut à Milan en 1825.

Enfin, le Jeudi 10 février, environ 70 Autrichiens sont repérés à moins d'une lieue de Charlieu alors qu'une centaine d'autres venaient de passer à Châteauneuf - en Saône-et-Loire, au nord de la ville. Quelque temps après, un colonel autrichien fait son entrée et donne l'ordre "de faire publier de suite à fond de caisse" un message autorisant "les malheureux à prendre du bois dans les forêts nationales" et "défendant à tout conscrit de partir et de rejoindre" [son corps d'affectation .

Puis une partie de la cavalerie - environ 120 hommes - part en direction de la route de Roanne "jusqu'à la rivière de Rhins au bas de Perreux puis [revient] passer la nuit au château de Vougy". Il semble que les mouvements des Autrichiens aient été alors infléchis par une sortie de la garnison française de Roanne en direction de Perreux. L'officier autrichien demande également qu'on lui fournisse quatre bottes mais lorsqu'on lui dit qu'il n'y a que des cordonniers et aucun bottier à Charlieu, "il paraît se désintéresser de sa demande". Il obtient tout de même d'un chamoiseur local une chabraque, couverture de mouton caractéristique des effets de hussards [cf. DOCUMENT N°3].

Le 11 février, les autorités de Charlieu sont embarrassées du fait de la présence de six soldats autrichiens égarés qui s'étaient fait conduire par un guide "pris dans la montagne" : faut-il les garder prisonniers ? Ils sont tout de même désarmés au cours de la nuit, le maire s'étant endormi, mais on leur rend leurs armes le lendemain, on les fait manger et boire puis on les conduit sur la route de Châteauneuf et ils s'en vont...

On comprend les hésitations de ces Foréziens car qui peut dire alors comment va se jouer le sort des armes ?

Le 10 février, des éclaireurs ennemis se montrent également à Saint-Symphorien-de-Lay, Thizy et à Pradines. Dans cette dernière localité, 50 fantassins et 200 cavaliers occupent le château et investissent l'abbaye de Bénédictines qui y avait été fondée en 1804 : le cardinal Fesch, oncle de Napoléon et Primat des Gaules, qui avait quitté Lyon menacé par l'ennemi, s'enfuit in extremis en abandonnant ses chevaux. Les Autrichiens savaient qu'il s'y trouvait du fait qu'il avait daté de Pradines son mandement pour le carême...

A Saint-Symphorien-de-Lay, les événements se précipitent. Ce bourg est situé alors sur un axe stratégique, la route de Paris à Lyon, qui correspond aujourd'hui à la RN 7. Référons-nous à nouveau au registre des actes de la mairie qui est riche d'éléments pris sur le vif le 11 février²⁶ :

"Est arrivé à la porte de la mairie un Sieur Cholleton militaire retraité demeurant au bourg de Fourneaux qui nous a prévenu que l'ennemi était à sa porte, qu'il ne pouvait en dire davantage et qu'il s'est enfui au galop [...] A l'instant quelques cavaliers de la troupe ennemie ont au galop et le sabre à la main traversé le bourg de Saint-Symphorien, d'ailleurs ouvert de toutes parts, et sont allés se placer à l'embranchement du chemin de la Verpillère [...]. Notre adjoint et nous nous n'avons point quitté notre poste où nous a abordé le prétendu colonel, baron de Mucingen [ou Menninger?] qui nous a invité de nous rendre au bureau, où il nous a déclaré de la part des puissances coalisées que sa troupe avait ordre de respecter les personnes et propriétés et qu'elle entrait sur le territoire de Saint-Symphorien plutôt en amie qu'en ennemie, il nous a ordonné d'empêcher aux conscrits et à tout autres militaires requis par les agents du gouvernement actuel de rejoindre les armées de l'empereur : après quoi il a déposé sur le bureau deux ordres du jour et une proclamation aux Français, le tout joint à cet envoy, qu'il nous a ordonné de sous notre responsabilité publier et afficher dans le jour ce que bien entendu nous nous sommes gardés d'exécuter [sic!]. Les ordres cy-dessus donnés le même colonel a requis du rafraîchissement pour sa troupe qu'il a fixé à 265 pots de vin, 311 livres de pain, 94 mesures d'avoine, 8 quintaux de foin poids ordinaire et 95 livres de fromage [cf. DOCUMENT N° 4].

²⁶ AD R 1077.

DOCUMENT N° 3
Reconstitution de l'uniforme d'un hussard autrichien
vers 1814



FRANÇAIS, ET VOUS HABITANS DES CAMPAGNES,

Des proclamations indiscrettes, imprudemment répandues par quelques généraux de votre nation, et d'après l'ordre de votre gouvernement, vous ont commandé de prendre les armes, et de disséminer dans vos habitations paisibles le son de l'alarme et de l'effroi; mesure inutile, puisqu'elle ne peut arrêter la marche d'une armée victorieuse; dangereuse, puisque les lois de la guerre punissent irrévocablement de mort tout traître qui sera pris les armes à la main.

Hier, dans une contrée qui vous touche, à *Chagny*, a été fusillé un malheureux campagnard, qui, égaré par ces insinuations mal-adroites, a fait feu sur un de nos détachemens.

Par respect pour l'humanité, par égard pour vos intérêts les plus chers, ne mettez pas les Généraux de notre armée dans la nécessité de vous appliquer une peine dont rien ne peut tempérer la rigueur.

Rentrez au sein de vos demeures tranquilles; reprenez des travaux qui vous rendent utiles et intéressans, même aux yeux du vainqueur.

Les lois de votre gouvernement désolaient parmi vous l'agriculture, en lui enlevant les bras qui la font fructifier; elle était découragée par les impôts exorbitans et dévastateurs qui vous dévoraient; nous, nous proclamons la paix aux chaumières, si elles savent respecter les devoirs de l'humanité et ceux de l'hospitalité, et malheur aux conseillers

malveillans ou aux exécuteurs aveugles d'ordres sanguinaires, qui attireraient sur vous tous les fléaux.

La Bourgogne est conquise; et ce qui rend cette conquête précieuse, c'est que le bon esprit des habitans de cette ancienne province, distinguée même parmi les autres provinces du royaume a épargné l'effusion du sang français.

Votre armée vient d'être battue dans la Champagne; la Franche-Comté est envahie; la moitié et plus de la France est en notre pouvoir; que ferait donc une résistance partielle, dans des hameaux ou des villes qui sont oubliées ou abandonnées de la part d'un gouvernement qui ne songe qu'à lui.

Des ordres sévères émanés de S. A. S. le Maréchal Prince de Schwartzemberg, prescrivent envers les habitans de la France le respect pour les personnes et les propriétés; nous maintiendrons ces ordres. Par une juste réciprocité, nous attendons des peuples chez lesquels nous portons nos armes, les égards et la modération qu'on doit à des soldats qui se présentent parmi vous, plutôt en amis qu'en vainqueurs.

Chalon, 5 février 1814.

A CHALON-SUR-SAONE;
DE L'IMPRIMERIE DE DEJUSSIEU-DELOUME, SUR LE QUAI

DOCUMENT N° 4
PROCLAMATION AUTRICHIENNE
Archives départementales de la Loire

Après quoi dans le courant de la journée, il nous a fait différentes autres réquisitions auxquelles comme à celles cy-dessus notre position nous a forcé d'adhérer, à cinq heures du soir ou environ le même commandant nous a prévenu qu'il partait avec sa troupe et de fait il est parti".

[orthographe d'origine]

Après le départ de ce détachement, le maire doit prendre des dispositions pour faire avancer de l'argent par les trente habitants les plus aisés de la commune pour rembourser les aubergistes, cabaretiers et autres boulangers de la ville. Il semble qu'il n'y ait pas eu de pillage sauf dans les locaux de la gendarmerie, les gendarmes étant absents, quelques bouteilles de vin et livres de pain ayant également été "empruntées"...

Le 12 février à neuf heures du matin, 21 cavaliers autrichiens entrent dans Charlieu ; il y a peu de réquisitions, un membre du conseil municipal propose à l'officier qui commande le détachement "de venir boire un coup chez lui" ! Mais l'ambiance se dégrade un quart d'heure après, écoutons le maire, Ducoing, son récit est savoureux :

"On vint dire à la mairie qu'on assommait le détachement autrichien et qu'on l'égorgeait [mairie et conseil sortent alors dans la rue]. Tout le monde courant, les uns vers le lieu de la rixe et les autres fuyant et se sauvant [il y a du monde car c'est jour de marché...]. Je rencontre dans la rue des personnes qui amènent des Autrichiens blessés et qui me disent qu'elles les ont soustraits à la fureur de quelques personnes qui les assassinaient."

Le maire ordonne alors à ses concitoyens d'empêcher cet assassinat et de former une garde bourgeoise pour rétablir l'ordre. Les blessés sont pansés, on ramène les chevaux qui avaient été entre temps "récupérés" par des habitants... Deux hommes parviennent tout de même à s'enfuir à bride abattue en direction de Roanne ! Alors que des "gens mal intentionnés" avaient demandé quelques instants auparavant qu'on leur livre l'officier "pour le mettre en pièces et morceaux", la foule prend conscience des risques encourus par un tel lynchage et demande la libération des prisonniers pour éviter que la ville ne devienne "un monceau de cendre". Les Autrichiens partent à onze heures vers la Clayette accompagnés par un guide réclamé par leur officier.

Deux heures plus tard, une "femme de la campagne" fait irruption et crie : "Sauvons nous ! Nous sommes perdus ! Voici l'ennemi qui arrive, je les ai vus à Montrochet [lieu-dit au nord de Charlieu] ils sont plus de 500 !". Aussitôt, toujours d'après le maire :

"Dans ce moment presque toute la ville a pris la fuite en courant à toutes jambes, les pères et mères emportant leurs enfants, laissant leurs maisons la plupart sans être fermées, les habitants des campagnes venus au marché laissaient leurs denrées et provisions pour courir plus vite, de sorte que le pillage pouvait avoir lieu alors avec la plus grande facilité. On se rassura cependant bientôt et l'on dit que c'était une fausse alerte".

Mais dans la nuit du 12 au 13, d'autres Autrichiens arrivent à Charlieu. L'officier qui les commande demande "d'un ton menaçant et courroucé raison des mauvais traitements qu'on avait fait à sa troupe dans la journée du samedi 12 et de lui rendre les deux chevaux et les effets qui pouvaient leur appartenir". Le maire présente ses excuses, tente de calmer cet officier en particulier en accusant les habitants des campagnes environnantes...

L'Autrichien, non sans avoir proféré d'autres menaces, finit par accepter les explications des Français mais en exigeant 1 200 F de taxes...

La même cité connaît d'autres émotions quelques jours plus tard mais, là, du fait des troupes françaises. En effet, le major commandant les dépôts du 8ème léger et des 23ème et 60ème de ligne de Roanne organise une sortie vers Charlieu le 18 février. Il rassemble les hommes armés des unités régulières, une compagnie de la Garde Nationale active, la compagnie de partisans commandée par "le chef d'escadron Damas" et vingt-cinq gendarmes : environ 400 hommes au total.

Cette petite armée part le 18 à midi en direction de Charlieu mais ne réussit pas à atteindre les Autrichiens qui avaient certainement pour ordres d'éviter le combat et de ramener des informations. Les Français récupèrent tout de même des réquisitions stockées à Charlieu et ramènent à Roanne seize voitures chargées de blé, d'avoine, de vin, d'eau de vie²⁷ ...

Dans la deuxième partie du mois de février, le calme revient dans le département car les opérations militaires se déroulent alors dans le Rhône et en Saône-et-Loire, les partisans de Damas y sont d'ailleurs très actifs.. .

5 - LA CHUTE DU DEPARTEMENT

Alors que la Campagne de France touche à sa fin dans le bassin Parisien, l'armée autrichienne, après avoir reçu les renforts qu'elle attendait, augmente sa pression contre les troupes françaises présentes dans la région.

Début mars, Rambuteau envoie en renfort à Augereau les Gardes Nationaux du département : les grenadiers du 1er bataillon, par exemple, quittent Montbrison le 7 mars et arrivent à Lyon le 9.

Le 8 mars, les Autrichiens reprennent Mâcon et Damas doit évacuer le lendemain Cluny et Amplepuis.

Le 16 mars, des dragons ennemis entrent à Charlieu.

Enfin, Augereau, qui avait fait manoeuvrer ses troupes hors de Lyon jusque-là, se replie sur cette ville le 18 mars.

Le 20 mars, ses troupes subissent un échec à Limonest à quelques kilomètres de Lyon. Le duc de Castiglione prend alors une décision qui lui sera beaucoup reprochée en particulier par Napoléon : il évacue Lyon et se replie sur l'Isère. Il semble que certains Lyonnais aient également noué des contacts avec des officiers autrichiens et que, d'autre part, le maire d'Albon voulait éviter une bataille de rues. Les Autrichiens investissent le lendemain la ville abandonnée par ses défenseurs...

Après la capitulation de Lyon, trois colonnes autrichiennes se mettent en mouvement vers la Loire et ses industries de guerre :

- l'une en direction de Roanne
- la seconde vers Feurs
- la troisième vers Saint-Etienne.

Feurs est la première ville menacée, peut-être parce que Roanne et Saint-Etienne peuvent apparaître mieux défendues, mais si Rambuteau avait fait renforcer les défenses en avant de Saint-Etienne, ce fut en dégarnissant les maigres troupes jusque-là cantonnées sur les bords de Loire.

La ville de Feurs n'est donc couverte que par un bataillon de Gardes Nationaux auvergnats et foréziens dont, d'ailleurs, le maire obtient l'évacuation pour éviter les risques d'un combat à sa ville²⁸ On peut remarquer que les magistrats municipaux utilisent souvent cet argument à l'époque mais, nonobstant le souci légitime de protéger leurs concitoyens, ils

²⁷ AD R984.

²⁸ L'essentiel des informations qui suivent sur la ville de Feurs sont tirées de l'ouvrage "Feurs, la plaine du Forez" déjà cité.

épargnent aux envahisseurs des combats de rues qui étaient, de fait, les plus faciles à organiser par des troupes françaises improvisées peu aptes à agir en rase campagne.

Le 23 mars, environ 600 cavaliers et fantassins ennemis, venus par Cottance et Panissières, entrent dans la ville et bivouaquent dans les prés près du Palais ; des hommes de troupe pris à marauder dans la campagne environnante furent punis de bastonnade !

Après avoir laissé une garnison réduite à Feurs, les Autrichiens aménagent un pont de bateaux sur la Loire et occupent Montbrison le 24 mars. Rambuteau avait évacué la ville peu de temps auparavant et avait transféré le chef-lieu de département à Saint-Bonnet-le-Château où, d'après ses Mémoires, "toutes les administrations [le] suivirent". Sa femme et ses enfants l'avaient rejoint ainsi que Madame Montholon et ses enfants. Dans le numéro 392 du "Journal du Département de la Loire", daté du 2 Avril 1814, le ton est optimiste :

"La ville de St-Bonnet et nos montagnes sont garnies de troupes qui, non seulement nous mettent à l'abri, mais encore qui pourront inquiéter l'ennemi s'il tentoit d'avancer dans la plaine et de s'y établir. Elles montrent le meilleur esprit, et leur présence encourage sérieusement les habitants [Sic!], déjà disposés à la résistance. Ceux de la plaine, témoins et victimes, sur quelques points, de la conduite de l'ennemi, sont également prêts à se joindre à elles au premier moment favorable".

Saint-Etienne paraît alors de plus en plus menacée puisque le préfet ordonne l'évacuation de divers matériels issus des manufactures d'armes "vers les montagnes" dont 120 000 bois de fusils²⁹. De nombreux voituriers avaient été requis pour évacuer des armes, par exemple vers Clermont, mais toutes n'étaient pas arrivées dans les dépôts de destination.

Ainsi, quatorze caisses de fusils avaient été ouvertes par des soldats, sur ordres de leurs officiers, sur la place d'armes de la préfecture du Puy-de-Dôme. 116 fusils avaient été "récupérés" par des fantassins du 23ème de ligne, 88 par des gardes nationaux de l'Allier, 48 par des soldats du 8ème léger, 36 par des combattants du 60ème de ligne, enfin 8 étaient entre les mains de gardes nationaux du Puy-de-Dôme... On constate que certains de ces soldats devaient faire partie des recrues attendues par les dépôts établis à Roanne à la même époque.

Finalement, le garde du magasin des armes de guerre de la préfecture n'en avait reçu que 34, dont 10 hors d'usage... Le rapport qui relate cette péripétie permet d'ailleurs de vérifier que de nombreuses armes étaient de modèles anciens : par exemple des "fusils N° 1", modèles simplifiés fabriqués durant la Révolution. Treize autres caisses stockées à Thiers, en attente de transfert à Clermont, y furent confisquées par les Autrichiens arrivés trop vite.

Les lignes de défense en avant de Rive-de-Gier, vides d'hommes semble-t-il, sont franchies par l'ennemi qui occupe cette dernière ville avec 6 000 hommes. Durant cette occupation, un Autrichien devait mourir dans une rixe de cabaret...

Saint-Chamond subit le même sort que la cité voisine : d'aucuns ont supposé que de cette époque datent certains numéros peints sur des façades qui auraient pu y être inscrits par les Autrichiens pour faciliter leurs déplacements. Cela reste à prouver.

Enfin, le 23 Mars, cinquante cavaliers autrichiens envoyés en reconnaissance se présentent à l'entrée de Saint-Etienne au corps de garde de la Montat puis s'en retournent. Le lendemain, la colonne autrichienne forte de 5000 hommes et commandée par le prince de Saxe-Cobourg entre à Saint-Etienne ; la ville sera occupée jusqu'au 30 avril. Plusieurs détachements sont envoyés ensuite vers Feurs, Saint-Rambert et Firminy, cette dernière ville est atteinte dans la nuit du 25 au 26 mars.

²⁹ Certains bois non évacués furent détruits fin mars par les Autrichiens qui craignaient une contre-attaque française.

Les maigres troupes françaises ne restent pourtant pas inactives face à ce qui est, de toute évidence, une inexorable invasion. La seule force constituée digne de ce nom est alors concentrée dans Roanne, nous avons vu que ses effectifs ont toujours été réduits : environ 800 hommes à cette date car les partisans de Damas et une partie des soldats du 60ème de ligne ont évacué la ville, ces derniers - au nombre de 145 - pour se rendre à Montrison.

Fidèles à leur tactique éprouvée, les Autrichiens testent les défenses françaises : une barricade au Coteau, défendue par un canon et cinquante hommes, repousse un détachement ennemi après une brève escarmouche le 23 mars. La ville peut aussi compter sur l'énergie de son maire François Populle, âgé de 37 ans en 1814. Il a en particulier demandé à l'ingénieur Pascal de mener des travaux de fortification : tranchées, redoutes, chevaux de frise sur la route de Charlieu par exemple.

C'est à ce moment que se produit le combat, on ne peut guère parler de bataille, qui a fait couler le plus d'encre sinon de sang, l'affaire de Saint-Symphorien-de-Lay.³⁰

D'après le rapport du commandant Faure, daté du 30 mars 1814 et envoyé au ministre de la Guerre - qui commanda l'expédition - ainsi que par des témoignages collectés au siècle dernier par Abel Chorgnon et son père, les Français avaient appris que les reconnaissances répétées lancées par les Autrichiens vers Roanne étaient l'oeuvre de hussards hongrois, au nombre de cinquante à soixante, installés près de Saint-Symphorien, plus précisément à la Verpillère.

Ayant pris connaissance de cette information, Faure organise donc un raid avec une quarantaine de volontaires, dont la moitié de marinières, et des Gardes Nationaux. Il semble que Populle ait dissuadé les Roannais de tenter cette opération du fait des risques de représailles : plusieurs habitants seraient alors rentrés chez eux.

Cette petite troupe quitte Roanne le 26 Mars à 23 heures, elle passe par Régny, Lay et arrive à quatre heures du matin au grand chemin de Tarare à Saint-Symphorien-de-Lay. Faure place un caporal et quatre hommes en avant-garde et deux tambours en arrière qui devront "battre vivement un pas redoublé" lorsque l'affaire sera engagée. Alors que les Français s'avancent, une sentinelle ennemie crie par deux fois "Werda ?" - qui vive ? -

Le marinier Bertillot qui avait combattu en Allemagne répond alors "Freunde !" - amis - mais son accent dût le trahir ou bien un mot de passe aurait dû être prononcé car, pour toute réponse, les Roannais essuient un coup de feu et la balle traverse le chapeau de l'un d'eux qui servait de guide ! Le volontaire Thiodet, armé d'un fusil de chasse, abat alors la sentinelle.

Les Français découvrent que les Autrichiens sont plus nombreux qu'escompté, il semble qu'ils aient reçu dans la nuit le renfort de 100 à 400 fantassins. La troupe des assaillants se divise en deux, quelques volontaires investissent l'auberge Flandre à la suite de Faure : un hussard ennemi y est tué, quelques autres faits prisonniers. Les autres Roannais, vite appuyés par ce même et fougueux commandant Faure, se ruent sur les fantassins autrichiens qui campaient dans un pré bordé de haies.³¹

Sans doute abusés sur le nombre réel des assaillants, les Autrichiens s'enfuient après une brève fusillade. Un de leurs officiers, le commandant Fack, ne doit son salut qu'à sa fuite par la fenêtre d'un fenil dans lequel il devait dormir. Cet officier participa plus tard à l'occupation de Roanne, les habitants de cette ville le surnommant alors "Patte-à-l'oeil" du fait qu'il portait un bandeau...

³⁰ Plusieurs auteurs ont relaté l'événement, en particulier A. Chorgnon dont le père a participé à une partie de l'expédition (ouvrage cité), Roger Garnier (idem), Emile Girardet (idem).

³¹ D'après L. J. Gras (ouvrage cité), l'emplacement de ce pré correspond aujourd'hui au parc du château de la Verpillère. Il parle également "d'une cinquantaine d'hommes" tués, cela semble exagéré.

DOCUMENT N° 5

ILLUSTRATION D'UNE COUVERTURE DE CAHIER D'ECOLIER (fin XIXème siècle ? Début XXème ?)

Au dos de cette couverture figurait le texte ci-dessous :

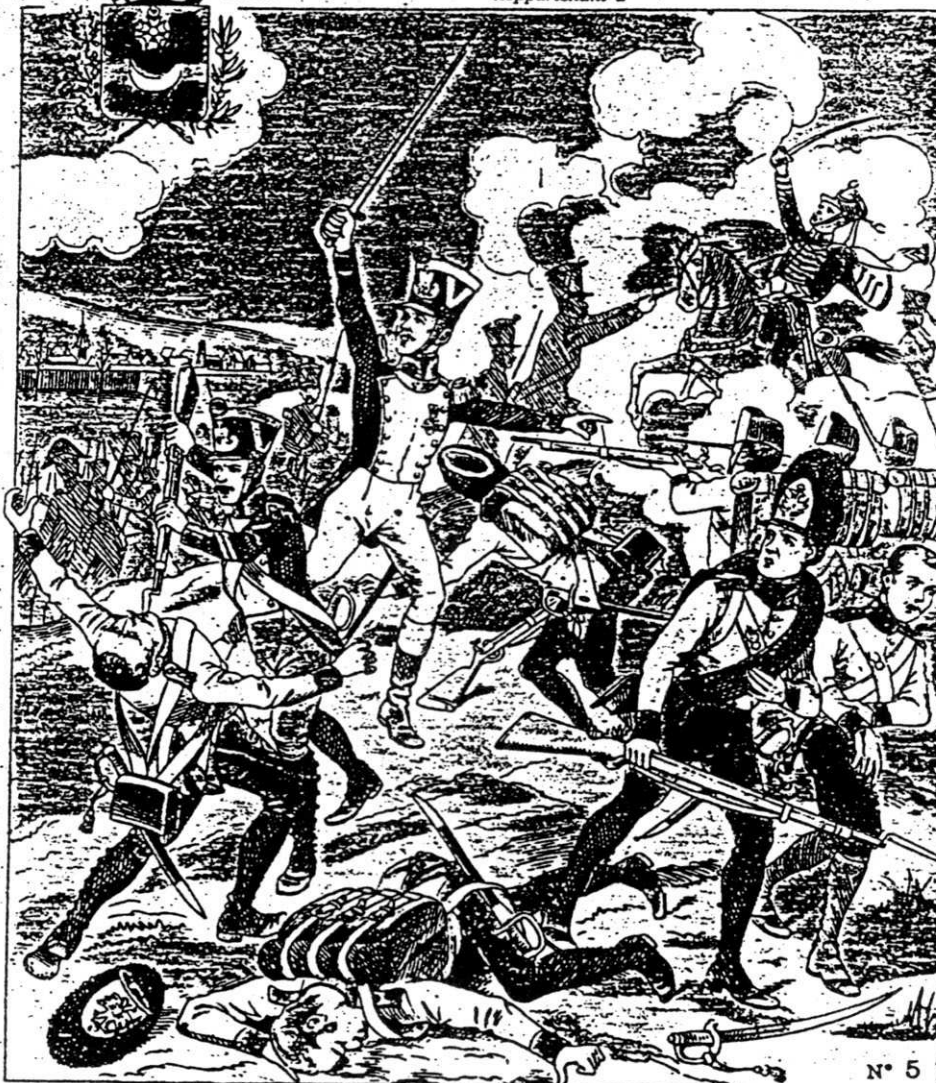
"Quand, au printemps 1814, l'armée autrichienne voulut franchir le Rhône [sic!], la population de Roanne se leva pour lui barrer le passage. Par une belle nuit, la veille du dimanche de la Passion, une centaine de Gardes Nationaux, sous les ordres du commandant Faure, sortirent de la ville pour aller surprendre les Dragons autrichiens sur les hauteurs voisines. Au petit jour, ils tombaient sur les avant-postes ennemis, mais au lieu de trouver des Dragons comme ils s'y attendaient, ils se virent en face de 800 fantassins flanqués d'un escadron de Hussards. Nos braves Roannais, trop peu nombreux pour attaquer en masse s'éparpillèrent en tirailleurs, puis ordonnèrent aux tambours de battre la charge avec rage et s'élançèrent en criant de tous côtés : "Voltigeurs, Carabiniers, Grenadiers, en avant !" Les Autrichiens, croyant avoir affaire à toute la garnison de Roanne, s'enfuirent, abandonnant armes et bagages. Les Roannais rentrèrent triomphalement à Roanne avec sept chevaux et neuf prisonniers. Quelques jours plus tard, un corps d'armée investissait la ville, et le général autrichien exigeait la capitulation immédiate et la mise au pillage pendant deux jours, mais, frappé de l'énergique réponse des Roannais, il dut faire des conditions plus douces. Waterloo empêcha Napoléon de récompenser Roanne comme il l'avait désiré et ce n'est que le 7 Mai 1864 que cette vaillante cité reçut la croix si méritée."

NOS VILLES DÉCORÉES

SÉRIE INSTRUCTIVE RECOMMANDÉE POUR LES ÉCOLES

Cahier n°

Appartenant à



DÉFENSE DE ROANNE CONTRE LES AUTRICHIENS (1814)

Des Gardes nationaux de Roanne, sortis la nuit, surprennent et culbutent les Autrichiens, qui s'enfuient en abandonnant armes et bagages

Les Français maîtres du terrain brisent une dizaine de fusils abandonnés, dénombrent environ 10 tués et une vingtaine de blessés chez l'ennemi et ramènent à Roanne sept chevaux et neuf prisonniers, pour plus de sûreté ces derniers seront ensuite transférés à Clermont. L'affaire se termina tragiquement pour le maître de poste de Saint-Symphorien, Jean-François Ardaine. En effet, après le retour des Autrichiens, un cavalier ennemi blessé le reconnu comme ayant fourni des renseignements à des volontaires roannais : jugé comme franc-tireur, Ardaine fut fusillé le 31 mars par les Autrichiens à l'âge de quarante-sept ans³²... Ce raid de Saint-Symphorien-de-Lay fournit le thème d'une illustration de couverture de cahier scolaire du début du XXème siècle [cf. DOCUMENT N°5] .

D'autres escarmouches ont lieu en divers points du département durant ce printemps 1814. Damas et ses partisans attaquent le 28 mars le détachement qui occupait Montbrison et qui bat en retraite à Feurs. D'après le "Journal du Département de la Loire", des troupes françaises formées de partisans, de gardes nationaux et "de quelques chasseurs du 31ème régiment" ont affronté des cavaliers autrichiens "sortant de faire une incursion dans la plaine". Toujours d'après ce journal, "à l'exception de trois hommes, tout a été pris, tué ou noyé". Parmi les treize prisonniers restés aux mains des Français se trouve "le commandant, officier au régiment de l'Archiduc Jean".

Sur sa lancée, commandé par Montholon qui le soutient et à la tête de 1 800 hommes, Damas brûle le pont de bateaux de Feurs : les combats pour la ville semblent avoir été très indécis puisqu'elle change quatre fois de mains pour rester française le 1er avril. Les Autrichiens perdent dans cette affaire 40 morts et 10 prisonniers ... ainsi que "dix boeufs et quatre chevaux" selon le Journal du Département !

Mais Montholon se heurte à des troupes autrichiennes près de Tarare et se replie à Montbrison, cent hommes, effectif dérisoire, sont laissés barricadés dans Feurs mais le maire, une fois de plus, les fait partir. Cela n'évite pas à cette ville d'être pillée le 5 avril par des cosaques - peut-être s'agissaient-ils de hulans ? - ennemis...

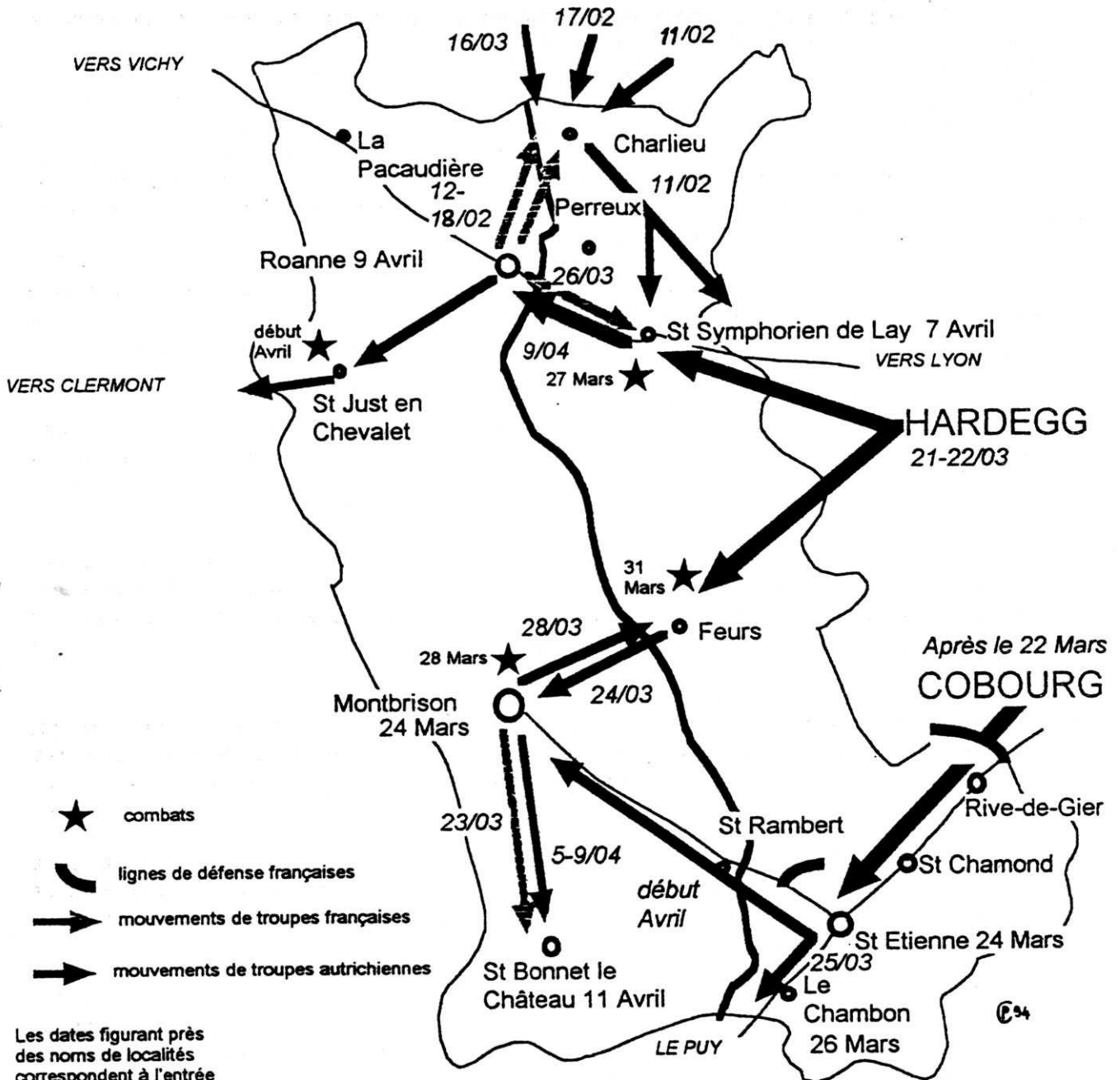
Les partisans de Damas détruisent également le bac du Pertuiset sur la Loire et coupent sa corde. On le voit, des Foréziens se sont effectivement défendus, malgré les risques et alors que tout pouvait sembler perdu. Mais certains ont aussi regagné leurs foyers sans demander leur reste si on en croit la fonte des effectifs du 1er bataillon de la Garde Nationale de la Loire : 95 grenadiers étaient présents début mars, 38 à la fin du mois et 9 fin mai, la première compagnie voit ses effectifs passer pour la même période de 84 à 41 puis à 7...

L'été qui suivit ces événements, on recensa les armes et équipements trouvés sur le territoire des communes du département : ces listes sont en quelque sorte les "fossiles" des désertions , tel doit être le cas du fusil et de la giberne ramassés à Chazelle-sous-Lavieu ou des quinze fusils, sept gibernes, du shako et de la capote abandonnés à Saint-Bonnet-le-Château... Après tout, rien ne ressemble plus à un civil qu'un soldat sans uniforme...

Courant avril, inexorablement, la pression ennemie s'accroît en particulier sur Roanne ; d'après Rambuteau, le fait qu'Augereau se soit replié derrière l'Isère après avoir brûlé le pont avait permis à Hardeck - ou Hardegg - de déplacer plusieurs milliers d'hommes supplémentaires vers cette sous-préfecture. Progressivement, la campagne autour de la route de Lyon est occupée par des troupes autrichiennes, les bourgs et villages sont investis les uns après les autres.

Le 8 avril, de 8 à 10 000 Autrichiens sont sous les murs de Roanne. Un parlementaire - un capitaine - somme la ville de "se rendre à discrétion", ce qui sous-entend un risque de pillage, et

³² D'après un article publié dans le Bulletin Paroissial de St-Symphorien en Décembre 1931, Ardaine aurait été exécuté au carrefour qui aurait porté ensuite le nom de la Croix Rouge.



CARTE DES OPERATIONS MILITAIRES DANS LA LOIRE DE FEVRIER A AVRIL 1814

DOCUMENT N°6

de remettre les "partisans" du raid de Saint-Symphorien. Ce dernier détail montre que ce combat a ému l'état-major autrichien.

Populle refuse ces "propositions" et laisse entendre qu'il pourrait faire sonner le tocsin et que "20 000 paysans armés" seraient alors susceptibles de se soulever contre l'ennemi³³. Le colonel du 8ème léger, Genty, déclare : "Nous ferons la guerre des rues !". Des négociations se déroulent tout de même entre Hardegg, qui tient à contrôler un point de passage sur la Loire, et le maire de Roanne qui se rencontrent au château de Tardy, Populle a obtenu que la ville ne soit pas pillée et ne souffre pas de réquisitions.

De son côté, Rambuteau semble avoir acquis de l'ennemi l'autorisation d'évacuer avec armes et bagages les troupes françaises de Roanne vers l'Auvergne. Le Samedi 9 avril, les Autrichiens entrent à Roanne ; la ville recevra, mais beaucoup plus tard, la Légion d'honneur en récompense de son attitude.

Bien sûr, l'action des Autrichiens était conditionnée par les informations reçues du front principal, à l'est de Paris, où se jouait la Campagne de France. Napoléon y exécutait des prouesses mais devait reculer peu à peu face à un ennemi supérieur en nombre et, il faut bien le reconnaître, abandonné par ses maréchaux et courtisans...

Paris avait capitulé le 30 mars. Le 3 avril, à l'instigation de l'habile Talleyrand, le Sénat proclamait la déchéance de Napoléon Bonaparte. Ce dernier abdiquait le 4 avril en faveur de son fils puis, définitivement et sans condition, le 6 avril : le régime impérial avait vécu... Le 14 avril, le gouvernement provisoire du comte d'Artois³⁴ entrait en fonction. Le sort du département comme celui du pays était joué, il était envahi [cf. DOCUMENT N°6].

De Roanne, les troupes autrichiennes rayonnaient : une escarmouche opposait des hussards en avant-garde à des soldats du 8ème léger en repli près de Saint-Just-en-Chevalet. Les troupes françaises encore présentes évacuaient Saint-Bonnet-le-Château qui était occupée le 11 avril.

Mais le sang coulait encore : le 19 avril un civil était tué par un hussard autrichien à Villemontais. Le nommé Benoît Combe avait été abattu "au moment où il sortait d'une boutique pour retourner chez lui [...] la difficulté de pouvoir se faire entendre a été la cause première de ce cruel événement"³⁵.

Le "Journal du Département de la Loire" fait d'ailleurs à plusieurs reprises référence à la violence des Autrichiens, le procédé est compréhensible : il s'agit d'amplifier l'esprit de résistance; mais on court également le risque d'affoler les lecteurs ! En tout cas, le maire de Saint-Rambert "a vu, pendant un quart d'heure, le sabre suspendu sur sa tête pour n'avoir pas obtempéré sur le champ à des demandes conçues dans un idiome qu'il ne comprenait pas [...]". Le maire de Saint-Just-sur-Loire a été en butte à la même brutalité que son collègue, et de plus a reçu des coups de crosse de fusil".

Le bilan humain des combats est assez difficile à établir mais le registre des décès de l'hôpital de Montbrison montre la variété des unités et la diversité des origines géographiques des soldats français. Certains appartenaient à des régiments ayant combattu dans la Loire, d'autres à l'armée d'Espagne de Suchet qui tint garnison, un temps, dans le département. On y trouve, entre autres : des chasseurs à cheval des 4ème et 31ème régiments, des hussards et gardes

³³ Le chiffre n'a peut-être pas impressionné outre-mesure les Autrichiens mais un rapport du feld-maréchal Hardegg à son supérieur daté du 8 Avril montre qu'il évalue alors à 4 ou 5 00 hommes armés la garnison de Roanne (dont, d'après lui, 1 00 "vieilles troupes"). Cf. "Rodumna" de 1914.

³⁴ Frère du défunt Louis XVI et futur Charles X.

³⁵ AD 10 M 12.

d'honneur, des fantassins du 8ème et 145ème de ligne, des gardes nationaux de la Loire, de l'Indre, du Puy-de-Dôme... jeunes hommes âgés généralement de 22, 23 ou 25 ans... Ces hommes sont d'ailleurs plus probablement morts de maladies, de "fièvres", plutôt que du feu des combats.

La courte "Campagne de Forez" se terminait. Commençaient alors pour les Foréziens une occupation relativement courte mais qui devait s'avérer coûteuse du fait des réquisitions ; l'ennemi faisait ainsi payer ce que d'autres peuples, dont les Autrichiens, avaient subi au cours des longues campagnes militaires de l'Empire...

Laissons le dernier mot à un représentant du nouveau pouvoir qui se mettait en place alors à Paris ou plutôt de cet ancien régime que l'on "restaure" :

"Paris, le 12 Avril 1814,

le commissaire provisoire chargé du ministère de l'intérieur à Monsieur le comte de Rambuteau, préfet de la Loire. J'arrive à me persuader, monsieur le comte, que, lorsque vous m'avez fait l'honneur de m'écrire votre lettre du 7 avril, vous n'avez point encore connaissance des événements qui ont suivi la capitulation de Paris. Vous aurez reçu sans doute, depuis, des nouvelles qui vous auront déterminé à abandonner les mesures militaires dont vous me parlez et qui paraîtraient, en tout cas, un peu vives de la part d'un administrateur civil .

Veillez me faire connaître, sur le champ, que vous avez adhéré et déterminé l'adhésion de votre département à la déchéance de Napoléon Bonaparte et à tous les actes du gouvernement provisoire dont je vous adresse la collection [...]"

Le courrier reproduit ci-dessus reproche au préfet Rambuteau d'en "avoir trop fait", c'est indirectement un hommage pour celui qui avait agit selon son devoir et sauvé l'honneur en défendant autant que faire se peut le morceau du territoire national placé sous sa responsabilité. D'autres préfets, en Champagne par exemple, se firent à la même époque rabrouer voire révoquer pour avoir fait du zèle, sur ordre de l'administration impériale, en organisant la défense.

On a peut-être à l'époque reproché à Rambuteau d'avoir, avec le sang des volontaires ou des conscrits, provoqué un "baroud d'honneur" alors que tout était perdu... Nous pouvons également imaginer la peur qui devait régner dans le département alors qu'un ennemi dont on pouvait redouter les excès approchait, peur qui rend d'autant plus courageuse l'action de ceux qui, effectivement, résistèrent. Les malheureux soldats qui tombèrent face à l'ennemi en ce printemps 1814 étaient, en quelque sorte, les ancêtres des combattants qui devaient mourir, sur le même sol et dans des circonstances militaires assez analogues, en Juin 1940...

N'oublions pas que les longues guerres de la Révolution et de l'Empire avaient usé les forces vives de la Nation et que, pour beaucoup, l'arrivée des troupes étrangères correspondait à un retour, sinon à l'ordre ancien souhaité par quelques-uns, tout au moins à une vie en paix. L'heure était au changement politique, à ce que l'on devait nommer plus tard la "Première Restauration"³⁶. Commençaient alors une occupation qui devait s'avérer coûteuse pour le département de la Loire mais ceci est, déjà, une autre histoire.

Pascal Chambon

³⁶ En ce qui concerne l'exemple de Montbrison, on peut se référer aux pages 132 à 134 que consacre Claude Latta à cette période troublée dans son remarquable ouvrage "Histoire de Montbrison", Horvath 1994.